

4.8 en février, à 5.1 p. 100 en mars pour monter à 5.6 p. 100 en avril. Chaque hausse du chômage a provoqué une nouvelle série de critiques de la part des membres de l'opposition à l'endroit des politiques économiques du gouvernement. Fait assez étrange, les critiques probablement les plus excessives et les plus dénuées de toute solution de rechange pour combattre l'inflation sont venues du parti conservateur qui a imposé au pays le chômage le plus élevé et le plus prolongé de toute l'histoire de l'après-guerre du Canada. Jamais un gouvernement libéral, y compris celui qui règne actuellement, n'a connu autant de chômage que celui qui a existé la dernière fois que le parti conservateur a assumé le pouvoir.

● (2.30 p.m.)

Le fait que l'on ait enregistré une augmentation relativement faible du nombre des chômeurs au Canada à la suite du ralentissement de l'expansion économique ne traduit pas un manque d'intérêt de la part du gouvernement ou de ma part vis-à-vis de ce problème.

Bien au contraire, l'un des principaux objectifs du gouvernement actuel consiste à accroître autant que possible le nombre des emplois ainsi que le niveau de vie des Canadiens dans un régime de stabilité relative des prix. Cependant, dans la recherche de cet objectif à long terme, nous nous devons, dans l'immédiat, de stopper la poussée inflationniste que connaît notre pays, et qui menace sérieusement notre politique de plein-emploi et notre prospérité futures.

Dans leur hâte à saisir la moindre occasion de condamner le gouvernement à propos du taux de chômage actuel, les députés de l'opposition semblent avoir perdu de vue que la hausse effrénée des prix préoccupe vivement les Canadiens. Ils ont perdu de vue également que, tôt ou tard, notre économie se trouverait engagée dans une dangereuse impasse si la hausse des coûts et des prix devait se maintenir. Les membres du parti conservateur qui ont présenté la motion à l'étude, nous ont instamment demandé d'oublier nos inquiétudes au sujet de l'inflation. C'est un revirement complet de leur façon de voir d'il y a quelques mois à peine. Ils nous ont demandé instamment de renverser la vapeur au sujet des présentes restrictions fiscales et monétaires et de relancer l'économie.

Ils proposent sans doute une augmentation sensible de la circulation fiduciaire de la Banque du Canada, comme le député de Sainte-Marie (M. Valade) l'a proposé ce

[L'hon. M. Benson.]

matin, pour tenter d'abaisser les taux d'intérêt bien au-dessous du niveau qui a cours dans la plupart des nations industrialisées du monde occidental. Ils proposent sans doute aussi une réduction substantielle des impôts, un accroissement sensible des dépenses gouvernementales ou même les deux à la fois, ce qui provoquerait inévitablement l'apparition d'un autre lourd déficit gouvernemental.

Il y a quelques semaines à peine, un membre du Nouveau parti démocratique a présenté une motion demandant au gouvernement de songer à augmenter immédiatement et de façon importante les pensions de retraite et les allocations des anciens combattants. Le chef du parti conservateur ne s'est pas dissocié de la prétention du parrain de la motion, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), selon qui les pensions de retraite devraient être portées uniformément à \$150, ce qui aurait coûté au Trésor plus de 1.2 milliard par année. Pour comprendre les raisons qui motivent la politique restrictive actuelle du gouvernement, il suffit de songer à la situation qui n'aurait pas manqué de surgir s'il avait adopté les expédients politiques préconisés par l'opposition. Si le gouvernement avait levé le pied du frein et écrasé l'accélérateur, il en aurait certainement découlé un regain économique provisoire et une certaine diminution du taux de chômage. Mais une telle politique aurait également avivé la flambée inflationniste. Le renversement même de la politique du gouvernement renforcerait encore les perspectives d'inflation au pays et, ajoutées aux pressions croissantes de la demande en produits et en services, il provoquerait une rapide accélération de la hausse des coûts et des prix. Toute augmentation des pensions, à la demande du député de Winnipeg-Nord-Centre, serait bientôt annulée par la poussée inflationniste et, en fin de compte, le pays se trouverait en face du spectre d'un chômage élevé et prolongé.

Si nous nous guidons sur le passé, un des premiers symptômes des difficultés à venir se manifesterait sur le front international, qui réagit rapidement. J'aimerais sur ce point désavouer le député de Sainte-Marie qui a déclaré ce matin qu'il y avait un exode de capitaux au Canada. C'est le contraire qui se produit, comme en témoignent les centaines de millions de dollars que nous avons obtenus en devises étrangères supplémentaires depuis le début de janvier.

**M. Paproski:** La situation va changer après l'application du Livre blanc.